

<https://www.paris-normandie.fr/id584067/article/2024-12-03/ecoles-le-syndicat-majoritaire-...>

Par Paris Normandie

7 min read

Ecoles : le syndicat majoritaire prévoit 65 % de grévistes jeudi 5 décembre

Les professeurs des écoles « ont répondu à l'appel à la grève des organisations syndicales » avec près de « 65 % de grévistes annoncés » jeudi dans le « premier degré », a annoncé mardi le FSU-SNUipp, majoritaire.



Les agents de la fonction publique sont appelés à se mobiliser jeudi pour une journée d'action et de grève. - Photo d'archives



Publié: 3 Décembre 2024 à 14h08 Temps de lecture: 2 min

Les agents de la fonction publique sont appelés à se mobiliser jeudi pour une journée d'action et de grève, menaçant d'ouvrir un nouveau front social en pleine crise politique, alors que le gouvernement est en sursis.

« L'attaque violente des mesures du ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, mais également les annonces de suppressions de postes résonnent fortement dans les écoles du pays », écrit le syndicat dans un communiqué.

« Dans tous les départements, ce sont des milliers d'écoles qui seront fermées jeudi et les personnels manifesteront partout leur colère face à ce gouvernement », poursuit-il.

« Depuis trop d'années déjà, les enseignantes et enseignants se sentent méprisé·es par un pouvoir qui ne prend pas la mesure du terrain », indique le FSU-SNUipp, déplorant « des conditions de travail dégradées, un salaire en berne et un pouvoir d'achat qui ne fait que baisser ».

Après les cheminots et les agriculteurs, l'exécutif se prépare à un nouvel avis de tempête sociale au coeur d'une semaine à haut risque compte tenu de l'incertitude politique face à une motion de censure déposée par la gauche et que le RN a annoncé voter.

Plusieurs dizaines de rassemblements sont prévus en France jeudi à l'appel d'une intersyndicale, notamment à Paris.

L'annonce fin octobre par le gouvernement d'un plan de lutte contre l'« absentéisme » des fonctionnaires, qui doit permettre de dégager 1,2 milliard d'euros d'économies, a progressivement tendu les relations entre les syndicats d'agents et le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, avant d'aboutir à une rupture du dialogue social.